



Titre : L'UFIP veut un débat transparent sur les gaz de schiste



Jean-Louis Schilansky relance la problématique des gaz de schiste (photo F.Dubessy)

FRANCE. Pour Jean-Louis Schilansky, président de l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP), en visite à Marseille pour un bilan de l'activité pétrolière, la France ne peut éliminer sans en discuter les opportunités qu'ouvrirait une exploitation maîtrisée des gaz de schiste.

"En quelques années, l'impact de l'exploitation des gaz de schiste est devenu un élément prépondérant de l'économie américaine, offrant à son industrie, un réel avantage compétitif. La France, seul pays au monde avec la Bulgarie à l'avoir interdite par fracturation hydraulique, doit vraiment ouvrir le débat sur l'évaluation des ressources. Avec pédagogie et sans idéologie. Il faut définir les conditions de mise en œuvre d'une expérimentation, sous les yeux de tous les acteurs qui le souhaitent, pour faire avancer la discussion et aider à la compréhension de ce sujet complexe" propose-t-il.

Jean-Louis Schilansky l'affirme : la France pourrait connaître un "vrai choc de compétitivité", dans la mesure où *"il semblerait que le potentiel français est le plus important en Europe, avec celui de la Pologne."* L'enjeu doit, selon lui, être totalement intégré dans les discussions sur la transition énergétique que souhaite mener le gouvernement français.

Stabiliser la situation du raffinage français

En ce qui concerne plus spécifiquement la situation du raffinage, le président de l'UFIP a rappelé le tribut payé par la France aux réductions de capacités, avec 30% de baisse depuis 2009 : *"Si la capacité installée actuelle atteint presque 82 millions de tonnes, la capacité active avoisine plutôt les 70 millions de tonnes. Notre pays a été touché par la rationalisation. Je souhaite que la situation se stabilise"* lance-t-il.

Refusant de commenter les offres de reprise des unités arrêtées, il en souligne simplement les enjeux. *"Il existerait une expression d'intérêt pour la raffinerie de LyondellBasell à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône). Il faut s'assurer que tout investisseur possède une solidité financière suffisante et durable pour investir, assurer le fonds de roulement et affronter les périodes plus délicates. Il est évident que la mise sous cocon pourrait déboucher sur une fermeture si aucun dossier de reprise ne va au bout. Mais nous n'en sommes pas là. Le "cocon" est prévu jusqu'à fin 2013."*

SOURCE WEB Par Jean-Christophe Barla